

Inter-réseaux - Bulletin de veille n°147 - 6 août 2009

Veillez trouver ci-dessous un nouveau bulletin de veille sur le développement rural.

Ce mois-ci, des références autour de différentes filières, de l'élevage mobile, des politiques agricoles, des APE, des semences, etc.

N'hésitez pas à réagir par retour de mail à l'une ou l'autre de ces références, ce bulletin de veille est aussi l'occasion d'engager le débat au sein d'Inter-réseaux.

Vous pouvez également consulter ce bulletin sur le site web d'Inter-réseaux : www.inter-reseaux.org

Bonne lecture.

L'équipe d'Inter-réseaux Développement rural

Elevage mobile - Niger

Une contribution à la compréhension de l'élevage mobile dans les régions de Zinder et de Diffa (Niger)

Code rural (Niger), DED, FNEN DADDO, décembre 2008

Ce document propose une typologie des systèmes d'élevage dans les régions de Diffa et Zinder au Niger, avec des fiches de présentation et des exemples de parcours. Il dresse également un état des lieux visuel et "spatialisé" des principales problématiques d'accès aux ressources naturelles communes et des risques de conflits liés à leur utilisation partagée. Ce document peut servir de support pour aider les organisations d'éleveurs dans leur plaidoyer. Il se veut également être un outil d'information pour la mise en œuvre de schémas d'aménagement foncier pour lesquels très peu d'information existe concernant la prise en compte de l'élevage mobile, notamment en raison de la méconnaissance de leurs systèmes.

<http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/une-contribution-a-la>

L'élevage mobile : une émission en images et illustrations proposée par ZFD-DED, FNEN Daddo

Code rural (Niger), DED, FNEN DADDO, juin 2009

Pourquoi les éleveurs se déplacent-ils ? L'émission "*L'élevage mobile*" propose quelques réponses à cette question. Les modes de vie et de production menés par les éleveurs mobiles sont peu connus - même parmi leurs voisins - et souvent mal compris. Cette méconnaissance est à l'origine de préjugés et de stigmatisations, sources d'importants conflits dans beaucoup de pays. Avec pour arrière plan la région de Zinder au Niger, l'émission mène une analyse des différents facteurs motivant leurs mouvements et montre la diversité des systèmes d'élevage mobile. Au travers d'illustrations et de cartes nous sont ainsi révélés des systèmes pastoraux économiquement efficaces et bien adaptés à leur environnement.

<http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/l-elevage-mobile-une-emission-en>

Riz – Mali

Campagne agricole 2008-2009 : Bilan et perspectives de l'initiative riz

Maliweb, 1 août 2009

L'initiative riz lancée lors de la campagne agricole 2008-2009 continue d'alimenter la polémique au Mali. Pour éclairer l'opinion sur les objectifs et perspectives de cet ambitieux projet du gouvernement malien, les premiers responsables du ministère de l'Agriculture étaient face à la presse. Pour la campagne en cours, l'objectif fixé est d'atteindre une production de 1 618 323 tonnes de riz paddy, soit 50% d'augmentation par rapport à la saison écoulée. Des dispositions ont été prises à cet effet. Il s'agit globalement de l'intensification des différents systèmes de production, de l'approvisionnement des paysans en intrants et en semences, et de la mise à disposition d'équipements et matériels agricoles.

<http://www.maliweb.net/category.php?NID=48519&intr>

Initiative riz 2 : Comment faire face à la hausse des prix ?

Journal du Mali, 16 juillet 2009

Malgré les résultats de production relativement bons de l'initiative riz de la campagne agricole 2008-2009, les prix du riz restent paradoxalement toujours élevés au Mali. En effet, les producteurs ont des difficultés pour la commercialisation de leurs productions dans un contexte international de hausse généralisée des prix des produits alimentaires et d'accès difficile au crédit, aux équipements, et aux moyens de stockage et de conservation des excédents de production. D'où la nécessité de revoir la copie de l'initiative riz pour la campagne 2009-2010 afin que l'autosuffisance alimentaire soit une réalité au Mali.

<http://www.journaldumali.com/article.php?aid=199>

Riz – Sénégal

Riz : baisse prévisible de 50 % de la facture des importations en 2010

Walf Fadji, 5 août 2009

Avec des prévisions de production pour la saison 2009-2010 de 750 000 tonnes de riz blanc, la facture des importations de riz pourrait être réduite de 50% au Sénégal ; mais à condition que les récoltes prévisionnelles soient vendues sur le marché local, selon M. Fall le président des riziers du Nord.

http://www.walf.sn/economique/suite.php?rub=3&id_art=57546

Riz – Côte d'Ivoire

Les femmes rurales et l'autosuffisance alimentaire en riz

IPS, 16 juillet 2009

L'autosuffisance alimentaire en riz est-elle en voie de devenir une réalité en Côte d'Ivoire? Un an après le lancement du plan d'urgence du gouvernement pour l'autosuffisance alimentaire en riz, les femmes de la Fédération nationale des coopératives de vivriers de Côte d'Ivoire (Fenacovici) ont décidé d'agir pour augmenter la production locale et ainsi réduire de façon considérable les importations de riz : elles ont procédé au lancement d'un projet de production de riz local dont l'objectif est de produire 300 000 tonnes de riz pour la campagne 2009-2010.

<http://ipsinternational.org/fr/ note.asp?idnews=5405>

Ananas – Banane – Côte d'Ivoire

L'ananas ivoirien perd le marché, la banane maintient la cadence

allAfrica.com, 21 juillet 2009

Cet article revient sur la baisse drastique des exportations d'ananas ivoiriens, qui résulte non seulement du manque d'anticipation de la concurrence latino américaine, mais aussi de la faible maîtrise des stratégies de commercialisation par les acteurs de la filière. Selon les responsables de l'Organisation faïtière de la filière ananas et banane (Ocab), les prix des intrants sont passés du simple au triple depuis 2002, alors que les prix de vente ont stagné sur le marché international.

<http://fr.allafrica.com/stories/200907220828.html>

Cacao – Ghana – Côte d'Ivoire

Libéralisation, cycles politiques et cycles du cacao : le décalage historique Côte d'Ivoire-Ghana

F. Ruf, John Libbey Eurotext, juillet-août 2009

Au cours des années 1990, sous le même mot de « libéralisation », des réformes économiques de nature très différentes, presque opposées, ont été mises en place dans les deux premiers pays producteurs de cacao. Dans le cas du Ghana, la libéralisation est partielle, tandis qu'en Côte-d'Ivoire, la libéralisation est pleine et entière. Mais derrière ces principes, le critère de différenciation entre les deux politiques ne consiste pas dans la libéralisation mais dans la politique de taxation qui l'accompagne, en réduction rapide au Ghana, en augmentation en Côte-d'Ivoire. 10 à 15 ans plus tard, les critères de production nationale et de lutte contre la pauvreté montrent un succès de la libéralisation au Ghana et des ambiguïtés et inquiétudes pour la Côte d'Ivoire.

http://www.john-libbey-eurotext.fr/fr/revues/agro_biotech/agr/e-docs/00/04/4C/BD/article.phtml

Hévéa – Côte d'Ivoire

La ruée vers l'hévéa

Jeune Afrique, 5 août 2009

Cadres supérieurs, hauts fonctionnaires, hommes politiques: les « cols blancs » investissent massivement dans la culture de l'hévéa en Côte d'Ivoire. Une activité très rentable qui permet de se préparer une retraite confortable.

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2533p100-102.xml0/-hevea-caoutchouc-La-ruée-vers-l-hevea.html>

Transformation des produits agricoles - Sénégal

Les obstacles à surmonter

Sudonline, 29 juillet 2009

On a beau jubilé sur les résultats récoltés après la Goana 1 et l'optimisme affiché pour les perspectives de la Goana 2, le bout du tunnel est loin d'être aperçu. Après la production, les acteurs doivent faire face aux nombreux défis qui tournent autour de la transformation, du stockage et de la commercialisation des produits agricoles. Par ailleurs, beaucoup s'interrogent aujourd'hui sur les raisons du blocage de l'application de la loi d'orientation agrosylvopastorale.

<http://www.sudonline.sn/spip.php?article19623>

Interprofession – Lait - France

Henri Brichart, président de la FNPL : une contractualisation à l'échelle des territoires

Paysan Breton, 31 juillet 2009

Cette interview intéressante du président de la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL) en France explique, entre autres, le rôle des interprofessions et de la contractualisation, et comment se construit à la base l'organisation des producteurs.

<http://www.paysan-breton.fr/article/9753/henri-brichart,-president-de-la-fnpl:-une-contractualisation-a-l%27echelle-des-territoires.html>

Foncier - Sénégal

Gestion du foncier : l'intervention de l'Etat accroît les litiges

Walfajdri, 17 juillet 2009

L'intervention de l'État dans la gestion du conflit foncier en milieu rural au Sénégal est de plus en plus sujette à caution. En effet, la gestion par l'État du secteur foncier n'est pas toujours des plus transparentes. Face à ce constat, le groupe thématique sur la bonne gouvernance de la plateforme des secteurs non étatiques a décidé de réfléchir sur l'enjeu global de la législation foncière au Sénégal où l'application des lois et règlements semble loin d'être une réalité.

http://www.walf.sn/actualites/suite.php?rub=1&id_art=57059

Foncier - Mali

Aménagement de 100 000 hectares à l'Office du Niger : La crainte des exploitants locaux

Maliweb, 23 juillet 2009

Dans la dynamique de la mise en valeur des terres inondables à l'Office du Niger, le Mali s'est lancé sur un chantier large pour atteindre les objectifs d'exploitation. Après un constat caractérisé par une faible mise en oeuvre des prévisions, depuis la création de l'Office du Niger, les autorités maliennes ont procédé à une ouverture du système d'aménagement par appel d'offres.

<http://www.maliweb.net/category.php?NID=48084>

Foncier – Burkina Faso

Le ministre Sédogo appelle à une appropriation de la loi par les citoyens

Lefaso.net, 24 juillet 2009

Le ministre burkinabé de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques, Laurent Sédogo, a lancé un appel à une appropriation par tous les citoyens de la loi portant sur le Régime foncier rural au Burkina Faso. L'adoption de la loi sur le Régime foncier rural répond, selon le ministre, au souci du gouvernement de restaurer l'équité d'accès et de sécuriser les propriétaires. Il s'agit au plan politique, de promouvoir la production nationale, de lever les entraves du droit à la jouissance et de responsabiliser les communautés à la base. La loi comporte des nouveautés parmi lesquelles, la mise en place d'institutions de gestion foncière et un fonds national de sécurisation foncière pour la mise en oeuvre de la politique.

<http://www.lefaso.net/spip.php?article32536>

Politiques agricoles – Afrique de l'Ouest

Investissement agricole : la Cedeao se dote d'un programme régional

Walfadjri, 5 août 2009

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) aura bientôt son Programme régional d'investissement agricole (Pria). Ce document en cours de formulation est articulé autour de six thématiques majeures inter-reliées parmi lesquelles le développement des filières agricoles et la promotion des marchés.

http://www.walf.sn/economique/suite.php?rub=3&id_art=57545

Politiques

Faut-il plus ou moins d'Etat dans les pays pauvres ?

L'express, 17 juillet 2009

Le rapport 2009 de la Conférence des Nations Unis sur le commerce et le développement (Cnuced) sur les pays les moins avancés (PMA), préconise, à la différence des Politiques d'ajustement structurelles des années 80, le retour à un « Etat développementiste ». Celui-ci devra réformer l'administration publique afin d'instaurer une "bonne gouvernance" (lutte contre la corruption, encouragement à l'investissement, décentralisation de l'économie, etc.), d'accroître l'investissement dans l'agriculture, de promouvoir le changement technologique, de renforcer les capacités et les institutions agricoles locales, de créer les infrastructures nécessaires (routes, ponts, etc.) et enfin de soutenir l'intégration régionale des PMA. Toutefois, la question des modalités de financement de telles actions reste toujours posée.

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/faut-il-plus-ou-moins-d-etat-dans-les-pays-pauvres_775042.html

Agriculture française

Vers une délocalisation de l'agriculture française

G. Louis, Le Monde, 5 août 2009

La France a besoin d'une politique agricole sur les 20 à 30 ans qui viennent, en parallèle des politiques « au coup par coup ». Malgré les crises de certaines filières (volailles, fruits et légumes, lait), la France possède des atouts (son espace, sa technicité élevée) et la production agricole peut se maintenir dans tous les domaines. Mais au lieu d'une production de masse, ce sera davantage une production tournée vers la qualité en partenariat avec les consommateurs.

http://www.lemonde.fr/opinions/chronique/2009/08/05/vers-une-delocalisation-de-l-agriculture-francaise_1225768_3232.html

TEC

Cedeao : le TEC et l'intégration régionale

abc Burkina, 27 juillet 2009

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) est en pleine négociation interne pour l'adoption d'un nouveau Tarif extérieur commun (Tec, l'ensemble des tarifs douaniers). En effet, après avoir adopté le Tec de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), elle vient d'adopter une 5^{ème} bande à 35 %. Le plus difficile reste à faire : que va-t-on faire mettre dans cette bande tarifaire ? Quels produits doivent être protégés par une taxe à l'importation de 35 % ? C'est là que les difficultés commencent !

<http://www.abcburkina.net/content/view/715/1/lang.fr/>

APE

Le point sur les négociations APE

ICTSD, août 2009

Cet article offre un résumé, par région, des actualités et des événements liés aux négociations des APE : négociations avec l'Afrique centrale au point mort, échéance avec l'Afrique de l'ouest repoussée de juin à octobre 2009, division au sein de la Communauté de développement d'Afrique australe afin de signer des APE intérimaires, hésitation pour l'Afrique orientale et australe entre signer un APE intérimaire ou complet...

<http://ictsd.net/i/news/eclairage/52452/>

Le négociateur européen liste les blocages à un accord

LeQuotidien.Sn, 25 juillet 2009

L'Afrique de l'Ouest ne signera probablement pas en octobre prochain, l'Accord de partenariat économique (APE) qui devrait instaurer une zone de libre échange entre la région et l'Union européenne. En effet le négociateur européen en chef, M. Peter Thompson, a listé les questions majeures qui restent en suspens, et qui ne semblent pas pouvoir être réglées dans une plus ou moins brève échéance.

http://www.lequotidien.sn/index.php?option=com_content&task=view&id=8329&Itemid=10

Indication géographique

Importance des stratégies d'acteurs dans la mise en œuvre de certification. Le cas du Cotija et du Mezcal au Mexique

P. Tillie, T. Pomeon, J. Gaytan, juillet 2008

Cette étude intéressante décrypte la démarche de deux certifications d'origine de produits mexicains : le fromage Cotija et la boisson spiritueuse Mezcal, afin de montrer la diversité des dispositifs existants, tant dans leurs objectifs que dans leur mise en œuvre. Deux produits d'origine mexicaine et pourtant "tout" les sépare dans ce processus de certification. La biodiversité, le lien avec le consommateur, la reconnaissance d'un savoir-faire collectif sont des éléments traités de façon très différentes dans ces deux processus de certification. Dès lors, les résultats obtenus le sont aussi... Derrière une même demande de certification se cache souvent des processus bien différents.

<http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/importance-des-strategies-d>

Les indications géographiques pour les pays ACP: solution ou mirage?

V. Fautrel, S. Sureau, MC. Thirion, M. Vittori, ICTSD, août 2009

Une érosion marquée des préférences commerciales accordées aux pays ACP, une concurrence accrue des pays émergents, une instabilité chronique des prix des matières premières et des exigences de plus en plus forte des consommateurs européens sur la qualité des produits alimentaires : autant d'éléments qui fragilisent à priori la position des pays ACP sur le marché de l'Union européenne. Et si les indications géographiques, en tant qu'outil de différenciation et de valorisation des savoirs faire locaux, permettraient aux pays ACP de répondre en partie à ces défis ?

<http://ictsd.net/i/news/eclairage/52486/>

Agrocarburant

Les agrocarburants : menaces ou opportunités pour les agricultures familiales ?

B. Hermelin, D. Lagandré, GRET, juin 2009, 10 p.

La question de l'impact potentiel et probable du développement des agrocarburants pour les paysans des pays du Sud est particulièrement difficile à traiter. Il existe en effet très peu d'études de cas ou de publications indépendantes. Par ailleurs, les impacts sont très variables selon les contextes : en fonction du cadre législatif des pays, du niveau de sécurité alimentaire, de la quantité de terres disponibles, de l'importance des droits fonciers informels, etc. De plus, deux types de filières coexistent : la production d'agrocarburants sur de grandes plantations, et la production par des agricultures familiales. Ce document adopte une position différenciée permettant d'analyser certains éléments d'impacts en fonction du contexte.

<http://www.gret.org/ressource/pdf/08927.pdf>

Semences

Sécurité alimentaire : le facteur semence

Les Echos, 18 juin 2009

Le « Traité international sur les ressources génétiques des plantes pour l'alimentation et l'agriculture », adopté à l'unanimité en 2004, actuellement ratifié par 120 pays est désormais en tête de liste des traités internationaux que la nouvelle administration Obama souhaite faire ratifier par le Sénat américain. Douze plantes assurent aujourd'hui 80 % de l'alimentation d'origine végétale, et la FAO estime qu'on a perdu au cours du siècle dernier les trois quarts de la diversité génétique des plantes cultivées. « Ce traité touche une ressource vitale (les gènes) et impose, en échange de l'accès libre, un système de partage des bénéfices, une grande première à l'échelle mondiale ».

<http://www.lesechos.fr/info/analyses/4876521-securite-alimentaire-le-facteur-semence.htm>

Les instituts de recherches au secours du manioc africain

Afriquejet.com, 3 août 2009

L'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), en collaboration avec l'Institut de recherches agronomiques de Guinée, a collecté 73 variétés de manioc locales de Guinée Conakry pour limiter l'érosion génétique du manioc. "La conservation des variétés de manioc locales donnent de l'espoir pour les programmes futurs de culture du manioc et permet de garantir la sécurité alimentaire en Afrique".

<http://www.afriquejet.com/actualites/agriculture/les-instituts-de-recherches-au-secours-du-manioc-africain-2009080332828.html>

Microfinance - Ethiopie

Desservir les zones rurales les plus reculées : l'expérience de Buusaa Gonofaa (Ethiopie)

Zoom Microfinance, SOS Faim, juillet 2009

Basée dans la région Oromo au coeur de l'Ethiopie, l'institution de microfinance Buusaa Gonofaa a reçu en 2008 le prix européen de la microfinance pour sa mise au point d'un outil d'accompagnement social, la « poverty scorecard », qui lui permet d'offrir un meilleur service à ses clients. Cependant, c'est à un autre chantier développé par cet institut de microfinance que ce numéro de Zoom Microfinance est consacré : l'expérience relative à la mise en place de caisses rurales d'épargne et de crédit dans une zone isolée de la région Oromo.

http://www.sosfaim.be/pdf/fr/zoom/27_buusaa-gonofaa.pdf

Sécurité alimentaire - Maghreb

La sécurité alimentaire au Moyen-Orient et Afrique du Nord

African Manager, 3 août 2009

Pour l'auteur, il y a un grand risque à concentrer les efforts sur l'agriculture au lieu de promouvoir un développement rural plus intégré qui puisse permettre aux populations d'obtenir des emplois productifs et de qualité dans le secteur agricole ainsi que dans d'autres secteurs ruraux.

<http://www.africanmanager.com/articles/123961.html>

Marché commun

Vers un marché commun africain pour les produits agricoles

FAO, 2008

Cette étude a été menée dans le cadre d'un projet Union africaine/FAO visant à entreprendre une analyse de faisabilité de la création d'un Marché commun africain pour les produits agricoles. L'étude examine les principaux problèmes juridiques et économiques qu'implique la création d'un Marché commun pour les produits agricoles. Elle examine, en particulier, comment les politiques et instruments nationaux et régionaux peuvent être utilisés pour favoriser le commerce de produits stratégiques et recommande des stratégies axées sur comment l'on pourrait réaliser l'objectif d'un marché continental commun.

<http://www.fao.org/docrep/011/i0247f/i0247f00.htm>

English

Budgetary Allocation For Agric To Go Up

Mofep, July 2009

The government is to increase the budgetary allocation for agriculture from the current six per cent to 10 percent to help alleviate poverty and enable the country to be a net exporter of food in the near future.

http://www.mofep.gov.gh/news280709_1.htm

Government To Review Taxes On Food Imports

Mofep, July 2009

Vice President John Dramani Mahama last Saturday served notice that government will in the near future review taxes and duties that were taken off some food imports in order to allow local farmers to compete.

<http://www.mofep.gov.gh/news270709.htm>

Parliament Approves Loan Agreement For Agricultural Development

Mofep, July 2009

Members of Parliament have approved a \$6 million loan agreement between the Government of Ghana and the International Fund for Agriculture Development to support Rural and Agriculture Finance Programme (RAFIP) in the country.

<http://www.mofep.gov.gh/news200709.htm>

*Bulletin de veille coordonné par Joel Teyssier.
Remerciements au réseau des veilleurs en ligne.*

Si vous avez des ressources intéressantes, n'hésitez pas à les partager : écrivez nous à veille@inter-reseaux.org

Vous êtes plus de 5000 abonnés à nous lire !

Merci de penser à nous signaler si vous publiez ce bulletin de veille sur votre site internet. Vous pouvez vous inscrire sur le site d'Inter-réseaux (formulaire en bas à gauche sur la page d'accueil du site).

Inter-réseaux, le 6 août 2009

Avec le soutien de : AFD